

Enquête sectorielle d'Imagine Canada

David Lasby, MPhil, Directeur de la recherche
Cathy Barr, PhD, Vice-présidente exécutive

Vol. 4, n° 1	DANS CE RAPPORT
Avant-propos.....	1
Remerciements	2
Introduction.....	3
Impact de la conjoncture économique.....	4
Prédictions.....	10
Conclusion.....	12

Avant-propos

La présente édition de l'*Enquête sectorielle* est la huitième depuis le début du programme à la mi-2009. Les résultats du dernier sondage montrent un regain d'optimisme pour le futur chez les organismes caritatifs, mais signalent que de nouveaux défis se profilent à l'horizon.

Le nombre de répondants qui prédisent une augmentation de leur capacité organisationnelle au cours de l'année à venir s'est accru de façon notable, ce qui est certainement une bonne nouvelle. Cependant, le pourcentage des répondants qui prévoient une augmentation de la demande est également en hausse, et, bien que ceux-ci soient un peu plus susceptibles de prédire une augmentation de leurs revenus, leurs prédictions concernant le nombre d'employés rémunérés et de bénévoles demeurent inchangées. Cela laisse supposer que, alors que les organismes caritatifs voient leur capacité augmenter, ils seront de plus en plus confrontés à une pénurie de ressources, à mesure que les ressources disponibles seront dépassées par la demande croissante.

Les expériences récentes des organismes sondés montrent également des signes du début d'une pénurie de ressources. Dans l'ensemble, les niveaux actuels de pression organisationnelle sont compatibles avec ceux des années précédentes, mais les facteurs à l'origine de ces pressions ont quelque peu changé. Les répondants sont un peu moins susceptibles de prévoir des difficultés à répondre à leurs obligations financières, mais plus susceptibles de rapporter une demande accrue pour les produits et services. Parallèlement aux prévisions des organismes sondés, l'augmentation de la demande qu'ils ont connue ne semble pas être compensée par une augmentation des ressources financières et humaines.

Comme nous l'avons constaté dans les éditions précédentes de l'enquête, il est clair que certains facteurs systémiques, tels que la taille de l'organisme, ont un effet puissant sur l'expérience des organismes et sur la pression qu'ils subissent. Les tendances que nous observons laissent présager que la pénurie de ressources peut être particulièrement grave pour les petits organismes. Les petits organismes sont un peu plus susceptibles de signaler des niveaux élevés de pression organisationnelle et pas aussi susceptibles que les grands organismes de signaler une augmentation de leurs ressources financières et humaines. En plus, les petits organismes ne sont pas aussi susceptibles que les grands organismes de prévoir une augmentation de leur capacité pendant l'année suivant l'enquête. Tout cela suggère que nous devons être particulièrement sensibles à l'expérience des petits organismes caritatifs dans les mois et années à venir.

Marcel Lauzière

Président-directeur général, Imagine Canada

À propos d'Imagine Canada

Imagine Canada est un organisme de bienfaisance national dont la mission est de faire la promotion des OSBL du Canada. Nos trois grands objectifs sont de renforcer la voix collective du secteur, de créer des possibilités d'établir des liens et d'apprendre les uns des autres, et de renforcer la capacité du secteur à réussir.

© Imagine Canada, 2014

ISSN 1923-3647

La licence d'utilisation de ce rapport est une licence Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 2.5 Canada de Creative Commons. Si vous souhaitez utiliser cette ressource d'une manière autre que celle autorisée selon la présente licence, prière de communiquer avec nous. Tous autres droits réservés.

IMAGINE CANADA

2, rue Carlton, bureau 600, Toronto (Ontario) M5B 1J3

TÉLÉPHONE : 416 597 2293 SANS FRAIS : 1 800 263 1178

COURRIEL : info@imaginecanada.ca

www.imaginecanada.ca

Remerciements

L'Enquête sectorielle est rendue possible grâce à des fonds de la Vancouver Foundation.

Nous tenons à remercier les organismes partenaires suivants pour leur précieux soutien dans le cadre de l'Enquête sectorielle :

- Alliance nationale pour l'enfance et la jeunesse
- Banques alimentaires Canada
- Bénévoles Canada
- CanaDon
- Centraide Canada
- Clubs Garçons et Filles du Canada
- Coalition canadienne des organismes bénévoles en santé
- Conférence canadienne des arts
- Conseil RH pour le secteur communautaire
- Fondation communautaire d'Ottawa
- Fondation du Grand Montréal
- Fondations communautaires du Canada
- Fondations philanthropiques Canada
- Habitat pour l'humanité Canada
- Les Grands Frères Grandes Sœurs du Canada
- L'Armée du Salut Canada
- Partage-Action de l'Ouest-de-l'Île
- Pillar Nonprofit Network
- TechSoup Canada
- United Way of Winnipeg
- Vancouver Foundation
- YMCA Canada
- YWCA Canada

Enfin, un sincère merci aux plus de 1 698 dirigeants d'organismes de bienfaisance de partout au Canada et de l'ensemble du secteur qui ont répondu à l'Enquête sectorielle et aux milliers de personnes qui ont téléchargé les éditions précédentes de l'Enquête sectorielle. Le succès de cette enquête tient à votre contribution. Nous sommes très reconnaissants à tous ceux qui ont pris le temps d'y participer et d'examiner nos constatations.

Faits saillants

Les niveaux de pression organisationnelle demeurent stables.

- Un organisme de bienfaisance sur sept (14 %) subit une forte pression et un organisme sur trois (34 %) subit une certaine pression.
- Ces niveaux sont demeurés stables depuis la mi-2011.

La demande est à la hausse.

- Un peu plus de la moitié des répondants (53 %) affirment que leur organisation a connu une demande accrue par rapport à l'année précédente, comparativement à 50 % à la mi-2011.
- La moitié des répondants prévoient une demande plus forte pour les produits et services offerts par leur organisme, comparativement à 44 % il y a un an et à 42 % il y a deux ans.

Le nombre d'organismes de bienfaisance qui connaissent des difficultés a légèrement diminué.

- Le pourcentage de répondants qui sont fortement d'accord avec l'énoncé selon lequel leur organisme éprouve de la difficulté à mener à bien sa mission a légèrement diminué, passant de 17 %, il y a un an, à 15 %.

- Au cours de la même période, le pourcentage d'organismes sondés qui ne prédisent aucune difficulté à couvrir les dépenses au cours des deux prochaines années est passé de 41 % à 45 %.

L'optimisme pour l'avenir continue d'augmenter.

- Le pourcentage des organismes qui prévoient être mieux en mesure de s'acquitter de leur mission dans un an a augmenté, passant d'un creux de 30 % à la mi-2012 à 37 %.
- Le nombre de répondants qui prédisent une augmentation des revenus a augmenté, passant de 17 % à la mi-2012 à 22 %.

La taille est importante.

- Les organismes de plus grande importance, sur le plan du personnel et des revenus annuels, ont généralement eu des expériences plus positives et entrevoient l'avenir avec davantage d'optimisme.

Introduction

Un total de 1 698 dirigeants d'organismes de bienfaisance enregistrés ont répondu à cette édition de notre sondage en ligne, qui a été réalisé entre le 31 octobre et le 29 novembre 2013¹. Les répondants ont reçu une invitation par courriel avec un lien menant vers un site Web leur permettant de répondre à l'enquête. Trois rappels par courriel ont été faits au cours de la période d'enquête.

Comme d'habitude, afin que les estimations effectuées soient représentatives de l'ensemble des organismes de bienfaisance du Canada, les réponses ont été évaluées en fonction de la région, de la taille et des champs d'activité de chaque organisme sondé. Le présent rapport porte sur les tendances observées au milieu de 2011.

¹ Cette édition de l'enquête a été envoyée à 4 437 dirigeants d'organismes de bienfaisance enregistrés, ce qui représente un taux de réponse de 38,3 %. La participation était limitée aux organismes de bienfaisance ayant des revenus annuels de 30 000 dollars ou plus et ne constituant pas de groupes religieux. Nous limitons la participation aux organismes de bienfaisance enregistrés afin de pouvoir comparer les résultats aux informations recueillies par l'Agence de revenu du Canada.

Impact de la conjoncture économique

En général, les défis liés à des facteurs économiques externes semblent concorder avec les résultats des enquêtes menées au cours des deux dernières années et demie, bien qu'on ait constaté quelques faibles changements. Un peu moins de la moitié des répondants (49 %) affirment que leur organisme éprouve de la difficulté à remplir sa mission (voir Figure 1). Ce profil est similaire à celui constaté dans plusieurs vagues précédentes de l'enquête, mais il y a eu une légère diminution du pourcentage de répondants qui se disent être fortement d'accord avec l'énoncé selon lequel ils connaissent des difficultés (passant de 17 %, il y a un an, à 15 %).

Alors que les niveaux de difficulté ont légèrement diminué, la demande semble être en hausse. Un peu plus de la moitié des organismes (53 %) connaissent une augmentation de la demande de leurs produits et services, comparativement à 50 % il y a deux ans et demi. Le pourcentage des répondants qui se sont dits fortement d'accord avec l'énoncé selon lequel la demande a augmenté est passé de 18 %, il y a un an, à 21 %. Environ le quart des répondants (26 %) s'accordent pour dire que l'existence de leur organisme peut être en péril en raison de la conjoncture économique. Ce chiffre demeure pratiquement inchangé depuis deux ans et demi.

Comme c'était le cas dans les versions antérieures de l'enquête, un peu moins de la moitié des organismes sondés (49 %) croient qu'ils sont susceptibles d'avoir de la difficulté à couvrir les dépenses à un moment donné au cours des deux prochaines années (voir Figure 2). Cependant, certaines preuves laissent croire que la gravité de ces difficultés a peut-être commencé à diminuer. Par exemple, le pourcentage de répondants qui prédisent que leur organisme n'aura aucune difficulté à couvrir les dépenses est passé à 45 %, de 41 % qu'il était l'année précédente. De même, le pourcentage de répondants qui prévoient avoir de la difficulté à couvrir les dépenses à un moment donné dans les prochains quatre à 12 mois avait augmenté régulièrement entre le milieu de 2011 et la fin de 2012, mais cette tendance à la hausse ne s'est pas maintenue au cours de l'année écoulée.

NIVEAUX DE PRESSION

Même si certains défis se sont légèrement atténués au cours des 12 derniers mois, cela ne semble pas s'être traduit par une baisse des niveaux de pression organisationnelle. Tout comme on le constate dans les enquêtes précédentes, environ un organisme de bienfaisance sur sept semble subir une forte pression et un sur trois, une certaine pression (voir Figure 3). L'autre moitié des organismes ne semblent pas subir des pressions organisationnelles, du moins tel que mesuré par cette enquête.

Figure 1. La demande a augmenté et les difficultés liées à la réalisation des missions ont légèrement diminué.

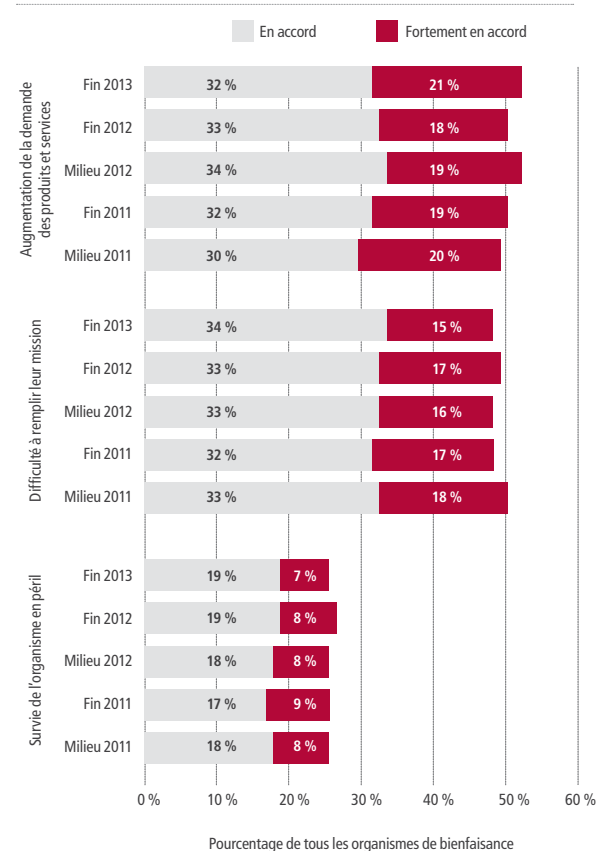


Figure 2. Le pourcentage de répondants qui ne prévoient aucune difficulté à couvrir les dépenses a augmenté.

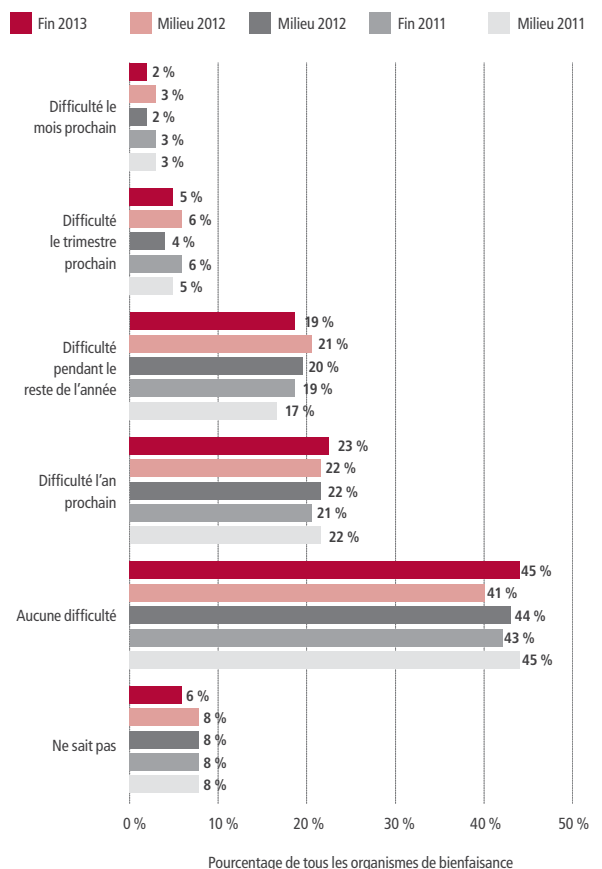
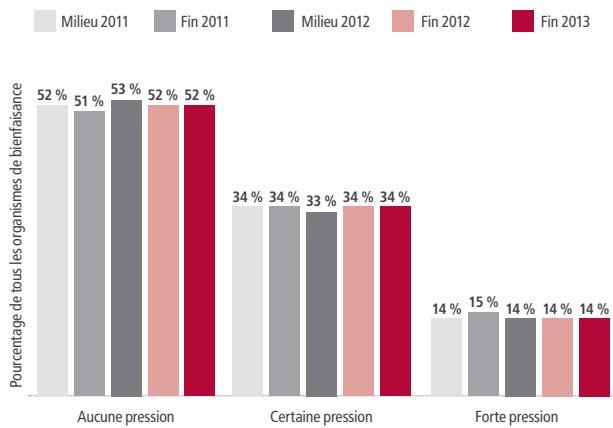


Figure 3. Les niveaux globaux de pression semblent demeurer stables.



Alors que les niveaux globaux de pression n'ont pas changé, les principaux facteurs de pression semblent avoir changé. En effet, les prévisions concernant l'augmentation de la demande semblent être des facteurs moins importants qu'auparavant, alors que les menaces à l'existence des organismes et les difficultés liées à la réalisation des missions semblent être des facteurs moins importants. À l'heure actuelle, le pourcentage d'organismes subissant une forte pression qui sont tout à fait d'accord avec l'énoncé à savoir que leur organisme connaît une augmentation de la demande est passé d'un creux de 43 % à la mi-2011 à 55 %. Inversement, le pourcentage d'organismes de bienfaisance sous forte pression qui sont tout à fait d'accord pour dire que l'existence de l'organisme est en péril est passé d'un sommet de 60 % à la fin de 2011 à 47 %. Le pourcentage de ceux qui se disent fortement d'accord pour dire qu'ils ont de la difficulté à remplir leur mission est passé de 81 % à la fin de 2012 à 72 %. D'autre part, en tant que facteur de pression, les difficultés à couvrir les dépenses semblent rester assez stables depuis le milieu de 2011.

Comme ce fut le cas dans toutes les enquêtes précédentes, il est évident que certains types d'organismes subissent plus de pression que d'autres. Par exemple, les œuvres de bienfaisance sont plus susceptibles de subir de la pression — notamment des niveaux de pression élevés — que ne le sont les fondations (voir Tableau 1). Une autre tendance significative qui se dégage nous signale que les grands organismes de bienfaisance (ceux ayant des revenus annuels de 1,5 million de dollars ou plus et 25 employés rémunérés ou plus) sont moins susceptibles de subir une forte pression. Inversement, les organismes de bienfaisance ayant cinq à neuf employés rémunérés sont plus susceptibles de subir une certaine pression et ceux ayant un à quatre employés rémunérés sont plus susceptibles de subir une forte pression. Les organismes n'ayant aucun employé rémunéré sont moins susceptibles de subir un niveau de pression élevé. Par comparaison, il y a peu de variations statistiquement significatives selon le secteur d'activité et la région. Les intermédiaires de bienfaisance et de bénévolat se démarquent comme étant moins susceptibles de subir de la pression, alors que les organismes de services sociaux se démarquent comme étant plus susceptibles de subir une certaine ou une forte pression². Les organismes de la région des Prairies sont moins susceptibles de subir une forte pression, alors que les organismes de l'Alberta sont plus susceptibles de subir une certaine pression.

Ces tendances sont compatibles avec celles observées dans plusieurs éditions précédentes de l'enquête. Cela laisse croire que les facteurs systémiques associés à des caractéristiques telles que la taille de l'organisme et le secteur d'activité sont des facteurs déterminants des niveaux de pression organisationnelle.

² sig. 0.0624

Tableau 1. Les tendances en ce qui concerne la pression organisationnelle rejoignent celles des éditions précédentes de l'Enquête sectorielle.

	Aucune pression	Certaine pression	Forte pression
Tous les organismes de bienfaisance	52 %	34 %	14 %
DÉSIGNATION			
Œuvre de bienfaisance	49 %	35 %	16 %
Fondation	66 %	27 %	7 %
REVENUS ANNUELS			
Entre 30 000 \$ et 149 999 \$	55 %	29 %	16 %
Entre 150 000 \$ et 499 999 \$	44 %	37 %	19 %
Entre 500 000 \$ et 1 499 999 \$	49 %	38 %	13 %
Entre 1 500 000 \$ et 4 999 999 \$	61 %	32 %	7 %
5 000 000 \$ ou plus	67 %	31 %	2 %
SECTEUR D'ACTIVITÉ			
Arts, culture, sport et récréation	50 %	35 %	15 %
Enseignement et recherche	54 %	32 %	14 %
Santé	49 %	36 %	16 %
Services sociaux	48 %	36 %	15 %
Intermédiaires philanthropiques et bénévolat	62 %	29 %	10 %
Autre	54 %	30 %	16 %
Inconnu	6 %	94 %	0 %
RÉGION			
Colombie-Britannique	53 %	32 %	16 %
Alberta	50 %	41 %	9 %
Prairies	64 %	22 %	14 %
Ontario	51 %	35 %	13 %
Québec	50 %	33 %	17 %
Atlantique	49 %	37 %	14 %
NOMBRE D'EMPLOYÉS RÉMUNÉRÉS			
Aucun employé rémunéré	71 %	20 %	9 %
1 à 4	50 %	33 %	17 %
5 à 9	44 %	38 %	17 %
10 à 24	49 %	38 %	13 %
25 à 99	53 %	37 %	10 %
100 ou plus	58 %	35 %	7 %

LE FOND DU PROBLÈME : LES RESSOURCES FINANCIÈRES ET HUMAINES

Tandis que les variations dans les niveaux de ressources financières et humaines ne doivent pas être considérées comme des mesures définitives de la vitalité de chaque organisme de bienfaisance, ces chiffres nous offrent de l'information utile sur le secteur caritatif dans son ensemble. Toutes choses étant égales, un secteur disposant d'une quantité grandissante de ressources

Tableau 2. Les expériences en ce qui concerne les ressources financières n'ont pas changé de façon significative.

	Milieu de 2011	Fin de 2011	Milieu de 2012	Fin de 2012	Fin de 2013
REVENUS					
Augmentation	26 %	22 %	22 %	24 %	23 %
Stable	47 %	51 %	53 %	50 %	54 %
Diminution	27 %	27 %	26 %	26 %	24 %
Changement moyen	0,77 %	-0,66 %	-0,61 %	-1,15 %	-0,10 %
DÉPENSES					
Augmentation	46 %	49 %	42 %	44 %	44 %
Stable	44 %	39 %	48 %	46 %	45 %
Diminution	10 %	12 %	10 %	10 %	11 %
Changement moyen	5,45 %	4,74 %	4,06 %	3,84 %	3,96 %

financières et humaines est plus sain qu'un secteur dont les ressources sont en diminution. Les fluctuations des dépenses peuvent être un peu plus difficiles à interpréter. Une augmentation des dépenses peut être attribuée à un accroissement de la vitalité des organismes et de la demande pour leurs produits et services (conjugué à une plus forte pression organisationnelle). À l'inverse, on peut faire un lien entre une diminution des dépenses et des périodes où la pression organisationnelle est en hausse et la vitalité est en diminution.

RESSOURCES FINANCIÈRES

Les expériences des organismes au chapitre des revenus semblent être assez équilibrées; en effet, des pourcentages presque égaux des organismes sondés ont déclaré des augmentations (23 %) et des diminutions (24 %) par rapport à l'année précédente (voir Tableau 2). Un peu plus de la moitié (54 %) des organismes sondés affirment que leurs revenus sont restés stables comparativement à l'année précédente. Ces résultats sont généralement conformes à ceux des autres enquêtes effectuées au cours des deux années précédentes. Contrairement au cas des revenus, les expériences des organismes en ce qui a trait aux dépenses ne sont pas équilibrées; en fait, les répondants sont sensiblement plus susceptibles de déclarer une augmentation (44 %) plutôt qu'une diminution (11 %) des dépenses. Ces expériences semblent également concorder avec celles rapportées dans des enquêtes précédentes.

Les expériences en ce qui concerne les ressources financières varient selon la taille de l'organisme, tant sur le plan des revenus que des employés rémunérés. Les organismes de bienfaisance ayant des revenus annuels de 1,5 million de dollars ou plus sont plus susceptibles de signaler une augmentation des revenus, tandis que les organismes ayant des revenus inférieurs à

Tableau 3. Les grandes organisations sont généralement plus susceptibles de signaler une augmentation des revenus et des dépenses.

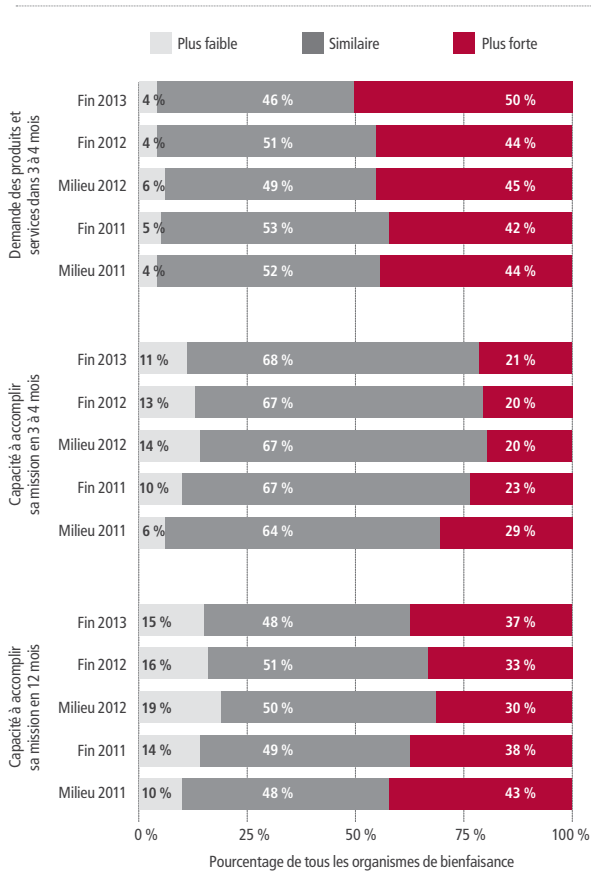
	REVENUS			DÉPENSES		
	Diminution	Stable	Augmentation	Diminution	Stable	Augmentation
Tous les organismes de bienfaisance	24 %	53 %	23 %	11 %	45 %	44 %
REVENUS ANNUELS						
Entre 30 000 \$ et 149 999 \$	23 %	60 %	17 %	10 %	51 %	39 %
Entre 150 000 \$ et 499 999 \$	26 %	51 %	23 %	11 %	49 %	40 %
Entre 500 000 \$ et 1 499 999 \$	25 %	51 %	23 %	13 %	36 %	51 %
Entre 1 500 000 \$ et 4 999 999 \$	24 %	46 %	30 %	10 %	37 %	53 %
5 000 000 \$ ou plus	19 %	47 %	35 %	15 %	43 %	42 %
NOMBRE D'EMPLOYÉS RÉMUNÉRÉS						
Aucun employé rémunéré	20 %	63 %	18 %	4 %	64 %	32 %
1 à 4	29 %	52 %	19 %	16 %	49 %	36 %
5 à 9	23 %	55 %	22 %	10 %	39 %	51 %
10 à 24	24 %	53 %	23 %	6 %	39 %	54 %
25 à 99	20 %	48 %	32 %	15 %	36 %	49 %
100 ou plus	13 %	47 %	41 %	5 %	39 %	56 %

150 000 \$ sont moins susceptibles de signaler une augmentation des revenus et plus susceptibles d'affirmer que les revenus sont restés stables (voir Tableau 3). De même, les organismes comptant 25 employés rémunérés ou plus sont également plus susceptibles de déclarer une augmentation des revenus. Pour ce qui est des dépenses, les grandes organisations (tant en termes du chiffre d'affaires que du personnel rémunéré) sont plus susceptibles de signaler une augmentation des dépenses. (Il faut toutefois noter que les organismes de bienfaisance ayant des revenus annuels de 5 millions de dollars ou plus sont une exception importante).

Tableau 4. Le pourcentage des organismes qui rapportent une diminution du nombre d'employés rémunérés a augmenté.

	Millieu de 2011	Fin de 2011	Millieu de 2012	Fin de 2012	Fin de 2013
EMPLOYÉS RÉMUNÉRÉS					
Augmentation	21 %	21 %	22 %	22 %	22 %
Stable	66 %	65 %	64 %	62 %	61 %
Diminution	13 %	14 %	14 %	16 %	17 %
Changement moyen	4,20 %	3,18 %	3,66 %	4,98 %	3,73 %
BÉNÉVOLES					
Augmentation	22 %	21 %	20 %	23 %	22 %
Stable	67 %	68 %	68 %	66 %	67 %
Diminution	11 %	11 %	11 %	11 %	11 %
Changement moyen	3,37 %	2,38 %	2,12 %	2,39 %	2,29 %

Figure 4. Le pourcentage de répondants qui prédisent une augmentation de la capacité de leur organisme dans les prochains 12 mois a augmenté par rapport à il y a 18 mois.



RESSOURCES HUMAINES

La majorité des organismes de bienfaisance ont affirmé que le nombre d'employés rémunérés (61 %) et de bénévoles (67 %) est resté stable au cours de l'année précédant l'enquête (voir Tableau 4). Environ le cinquième des organismes sondés (22 %) signale une augmentation des employés rémunérés et des bénévoles. Ils sont un peu plus susceptibles de signaler des diminutions du nombre d'employés rémunérés (17 %) que du nombre de bénévoles (11 %). En termes de tendances, la situation relative aux bénévoles reste inchangée depuis deux ans et demi. En revanche, pour ce qui est du nombre d'employés rémunérés, le pourcentage des organismes qui signalent des diminutions a augmenté de façon constante, passant à 17 %, alors qu'ils n'étaient que 13 % à la mi-2011.

Comme dans le cas des ressources financières, il existe des différences appréciables quant au nombre d'employés rémunérés en fonction de la taille de l'organisme. Les grands organismes de bienfaisance sont plus susceptibles de rapporter une augmentation du nombre d'employés rémunérés, tandis que les plus petits organismes sont plus susceptibles d'affirmer que le nombre d'employés rémunérés est resté stable (voir Tableau 5). La probabilité d'une diminution du nombre d'employés ne semble pas varier de manière significative en fonction de la taille de l'organisation. Pour ce qui est des bénévoles, les chiffres ne semblent pas varier selon la taille de l'organisme dans la même mesure. Les principales différences statistiquement significatives selon la taille indiquent que les plus grands organismes sont plus susceptibles de rapporter

Tableau 5. Les grands organismes de bienfaisance sont plus susceptibles de signaler une augmentation du nombre d'employés rémunérés.

	EMPLOYÉS RÉMUNÉRÉS			BÉNÉVOLES		
	Diminution	Stable	Augmentation	Diminution	Stable	Augmentation
Tous les organismes de bienfaisance	17 %	61 %	22 %	11 %	67 %	22 %
REVENUS ANNUELS						
Entre 30 000 \$ et 149 999 \$	14 %	67 %	19 %	15 %	63 %	22 %
Entre 150 000 \$ et 499 999 \$	20 %	65 %	16 %	11 %	68 %	21 %
Entre 500 000 \$ et 1 499 999 \$	18 %	56 %	25 %	10 %	69 %	20 %
Entre 1 500 000 \$ et 4 999 999 \$	16 %	53 %	31 %	7 %	66 %	27 %
5 000 000 \$ ou plus	15 %	53 %	32 %	5 %	73 %	23 %
NOMBRE D'EMPLOYÉS RÉMUNÉRÉS						
Aucun employé rémunéré	–	–	–	10 %	68 %	21 %
1 à 4	15 %	71 %	13 %	14 %	64 %	22 %
5 à 9	18 %	57 %	31 %	11 %	68 %	21 %
10 à 24	19 %	53 %	28 %	9 %	67 %	24 %
25 à 99	15 %	58 %	26 %	8 %	66 %	26 %
100 ou plus	16 %	52 %	32 %	5 %	76 %	19 %

que le nombre de bénévoles est demeuré stable et les plus petits organismes sont légèrement plus susceptibles de rapporter que le nombre de bénévoles a diminué.

Prédictions

Les prédictions quant à l'avenir semblent être plus optimistes qu'elles ne l'étaient il y a 12 à 18 mois. Le pourcentage des répondants qui prévoient que leur organisme sera mieux en mesure de s'acquitter de sa mission dans les 12 mois suivant l'enquête est passé à 37 %, comparativement à 30 % il y a un an et demi (voir Figure 4). Il est important de rappeler que, même s'il s'agit d'un changement positif, le pourcentage de répondants qui prédisent une augmentation de la capacité de leur organisme demeure inférieur aux niveaux enregistrés au milieu de 2011.

Alors que les organismes sondés sont un peu plus optimistes quant à leur capacité à moyen terme, ils sont étonnamment plus susceptibles de prédire une augmentation de la demande à court terme (c'est-à-dire, dans les trois à quatre prochains mois). La moitié des répondants prévoient une demande plus forte, par rapport à 44 % il y a un an. Il s'agit du plus fort pourcentage de répondants qui prédisent une augmentation de la demande depuis 2010. Étant donné que le pourcentage d'organismes qui prédisent un accroissement de leur capacité à court terme ne semble pas avoir augmenté (21 %, soit inchangé comparativement à il y a 18 mois), il semble tout à fait probable que les pressions que subissent les organismes seront plus fortes, au moins à court terme.

Bien que les organismes sondés soient plus susceptibles de prédire une augmentation de la demande et de leur capacité à s'acquitter de leur mission à moyen terme, peu d'organismes prédisent une augmentation des ressources financières et humaines. Les pourcentages de répondants qui prévoient des augmentations des dépenses, du nombre d'employés rémunérés et du nombre de bénévoles demeurent inchangés depuis 12 mois, ou même depuis 18 mois (voir Figures 5 et 6). Les revenus sont la seule exception. Vingt-deux pour cent des répondants prévoient une augmentation des revenus, comparativement à 17 % il y a un an et demi. Alors qu'il s'agit d'une bonne nouvelle, il reste à voir comment les organismes répondront aux augmentations prévues de la demande sans que les ressources humaines et les dépenses augmentent en conséquence.

Les prévisions à l'égard de l'avenir ont tendance à varier en fonction des caractéristiques organisationnelles. Par exemple, les organismes œuvrant dans le secteur d'intermédiaires de bienfaisance et de bénévolat et les organismes de l'Alberta sont plus susceptibles que d'autres organismes de prévoir une augmentation de la demande (voir Tableau 6). À l'inverse, les organismes dans

Figure 5. Les organismes de bienfaisance sont plus susceptibles de prédire une augmentation des revenus.

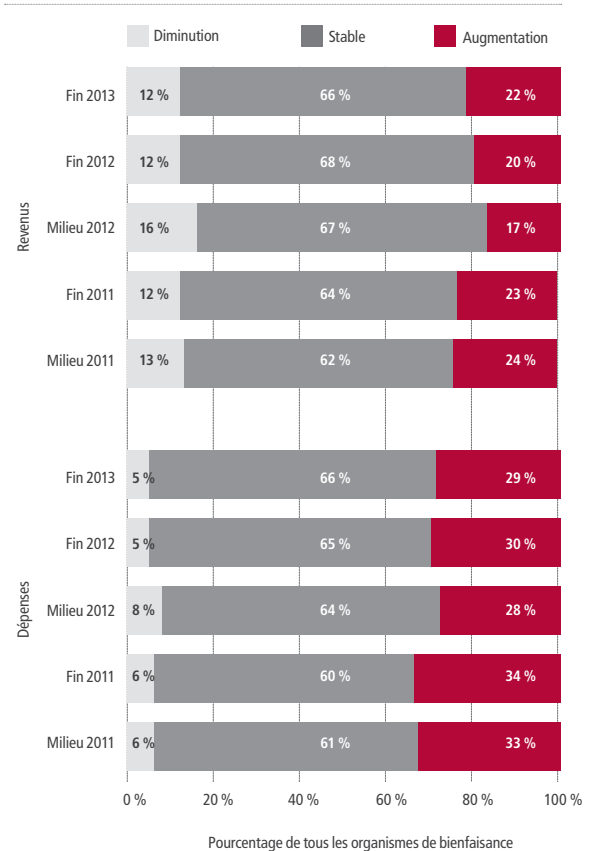


Figure 6. Les prédictions concernant le nombre d'employés rémunérés et de bénévoles n'ont pas changé.

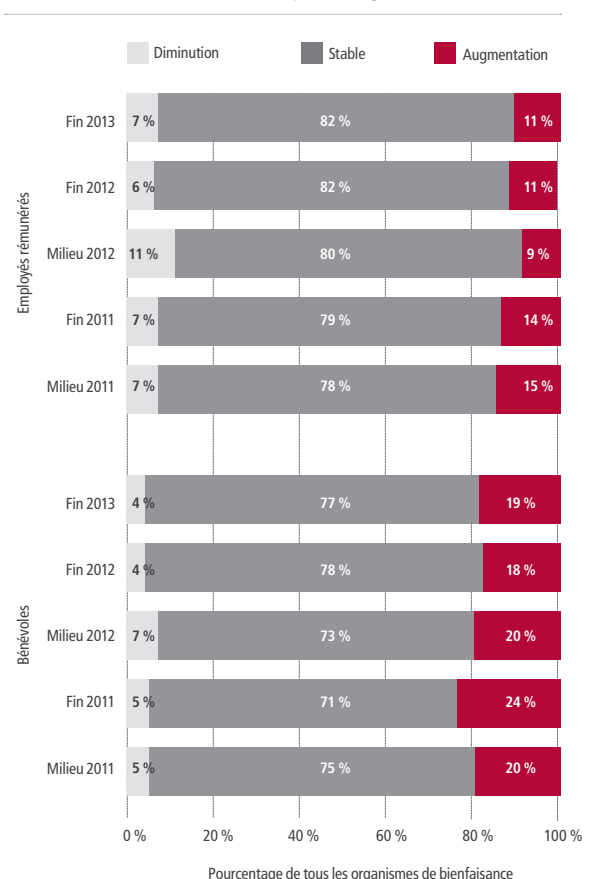


Tableau 6. Certains groupes d'organismes sont nettement plus optimistes que d'autres.

	PRÉDICTIONS		
	Demande plus forte	Capacité accrue dans 3 à 4 mois	Capacité accrue dans un an
Tous les organismes de bienfaisance	50 %	21 %	37 %
DÉSIGNATION			
Œuvre de bienfaisance	50 %	20 %	36 %
Fondation	51 %	26 %	46 %
REVENUS ANNUELS			
Entre 30 000 \$ et 149 999 \$	48 %	17 %	30 %
Entre 150 000 \$ et 499 999 \$	52 %	21 %	40 %
Entre 500 000 \$ et 1 499 999 \$	49 %	20 %	34 %
Entre 1 500 000 \$ et 4 999 999 \$	51 %	29 %	47 %
5 000 000 \$ ou plus	48 %	29 %	49 %
SECTEUR D'ACTIVITÉ			
Arts, culture, sport et récréation	32 %	20 %	32 %
Enseignement et recherche	54 %	24 %	48 %
Santé	55 %	20 %	34 %
Services sociaux	52 %	18 %	29 %
Intermédiaires philanthropiques et bénévolat	56 %	28 %	48 %
Autre	45 %	19 %	39 %
Inconnu	94 %	100 %	94 %
RÉGION			
Colombie-Britannique	54 %	23 %	41 %
Alberta	64 %	24 %	50 %
Prairies	40 %	17 %	32 %
Ontario	51 %	26 %	42 %
Québec	43 %	13 %	26 %
Atlantique	51 %	19 %	29 %
NOMBRE D'EMPLOYÉS RÉMUNÉRÉS			
Aucun employé rémunéré	48 %	10 %	22 %
1 à 4	47 %	22 %	39 %
5 à 9	55 %	24 %	39 %
10 à 24	53 %	19 %	39 %
25 à 99	51 %	25 %	36 %
100 ou plus	44 %	23 %	48 %

les Prairies et au Québec sont moins susceptibles de prévoir une demande accrue, à l'instar des organismes axés sur les arts, la culture, le sport et les loisirs.

En ce qui concerne les prévisions des organismes quant à leur capacité à mener à bien leur mission, le chiffre d'affaires est un indicateur important, alors que le nombre d'employés rémunérés est moins important. Les organismes de bienfaisance dont les revenus annuels sont de 1,5 million de dollars ou plus

Programmes d'Imagine Canada au service du secteur



Autrefois aimé sous le nom *Répertoire canadien
des fondations et des entreprises*

1 milliard de dollars de possibilités
de financement



Promotion de la conscience
sociale des entreprises



Gouvernance et imputabilité



Base de données sur tous les organismes
de bienfaisance du Canada.



La plus grande collection de ressources
destinées aux OSBL du Canada

sont plus susceptibles de prédire qu'ils seront davantage capables de remplir leur mission dans les trois à quatre mois et dans l'année suivant l'enquête. À l'inverse, les organismes de bienfaisance ayant des revenus annuels inférieurs à 150 000 dollars sont moins susceptibles de prédire pouvoir mieux s'acquitter de leur mission. En ce qui concerne le nombre d'employés rémunérés, seulement ceux qui n'ont aucun employé rémunéré (qui sont moins susceptibles de prévoir une augmentation de leur capacité organisationnelle) et ceux qui ont le plus grand nombre d'employés rémunérés (qui sont plus susceptibles de prédire une augmentation de leur capacité au cours de l'année suivant l'enquête) se démarquent de façon statistiquement significative.

Lorsqu'on considère d'autres dimensions de variation, les organismes de bienfaisance en Alberta et en Ontario sont plus susceptibles de prédire une augmentation de leur capacité organisationnelle, alors que les organismes de bienfaisance au Québec sont moins susceptibles de prédire cela (les organismes des provinces de l'Atlantique sont également moins susceptibles de prédire une forte capacité organisationnelle à long terme). Enfin, les organismes œuvrant dans le secteur d'intermédiaires philanthropiques et de bénévolat sont moins susceptibles de prévoir une augmentation de leur capacité à court terme et à long terme, alors que les organismes de services sociaux sont moins susceptibles de le faire.

Conclusion

Dans la dernière édition de l'enquête, il n'était pas possible de déterminer si un renversement de la baisse des niveaux de confiance se dessinait, mais dans cette édition, il est devenu clair que la confiance a augmenté et qu'elle va en augmentant. Alors qu'il s'agit d'une bonne nouvelle, il est également clair que l'augmentation de la demande des produits et services pose un défi aux organismes du secteur. Les prévisions concernant la hausse de la demande pour les produits et services sont à leur niveau le plus élevé depuis 2010. La demande semble être un moteur encore plus important de la pression organisationnelle. Ces changements ne semblent pas aller de pair avec les augmentations prévues des revenus nécessaires pour répondre à cette demande. Les intervenants du secteur devraient rester à l'affût des défis émergents et devraient envisager des stratégies d'adaptation pour répondre à la hausse de la demande. En plus, nous devrions porter une attention particulière aux niveaux de pression organisationnelle élevés que les organismes petits et moyens sont toujours plus susceptibles de signaler. Ces derniers représentent la majorité du secteur et les défis auxquels ils feront face auront inévitablement des répercussions dans tout le secteur caritatif.